



# Plaidoyer relatif à l'action climatique au Sénégal

Décembre 2023



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DEVELOPPEMENT



UNEP

# Plaidoyer relatif à l'action climatique au Sénégal

© 2025 Groupe de la Banque africaine de développement  
Tous droits réservés - Publication 2025

## Clause de non-responsabilité

Sauf indication contraire expresse, les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cette publication sont celles des différents auteurs de la publication et ne sont pas nécessairement celles de la Direction de la Banque africaine de développement (la « Banque ») et le Fonds africain de développement (le « Fonds »), du Conseil d'administration, du conseil des gouverneurs, ou des pays qu'ils représentent. Le contenu de cette publication est fourni sans garantie de quelque nature que ce soit, expresse ou implicite, y compris, sans s'y limiter, les garanties de qualité marchande, d'adéquation à un usage particulier, et la non-violation des droits de tiers. La Banque ne fait pas spécifiquement des garanties ou des déclarations quant à l'exactitude, l'exhaustivité, la fiabilité ou la validité actuelle de toute information contenue dans la publication. En aucun cas, y compris, mais sans s'y limiter, la négligence, la Banque sera responsable de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourue ou subie qui résulterait directement ou indirectement de l'utilisation de cette publication ou de la confiance accordée à son contenu.

## PRÉFACE



Abdoulaye Daouda Diallo

### Président du Conseil

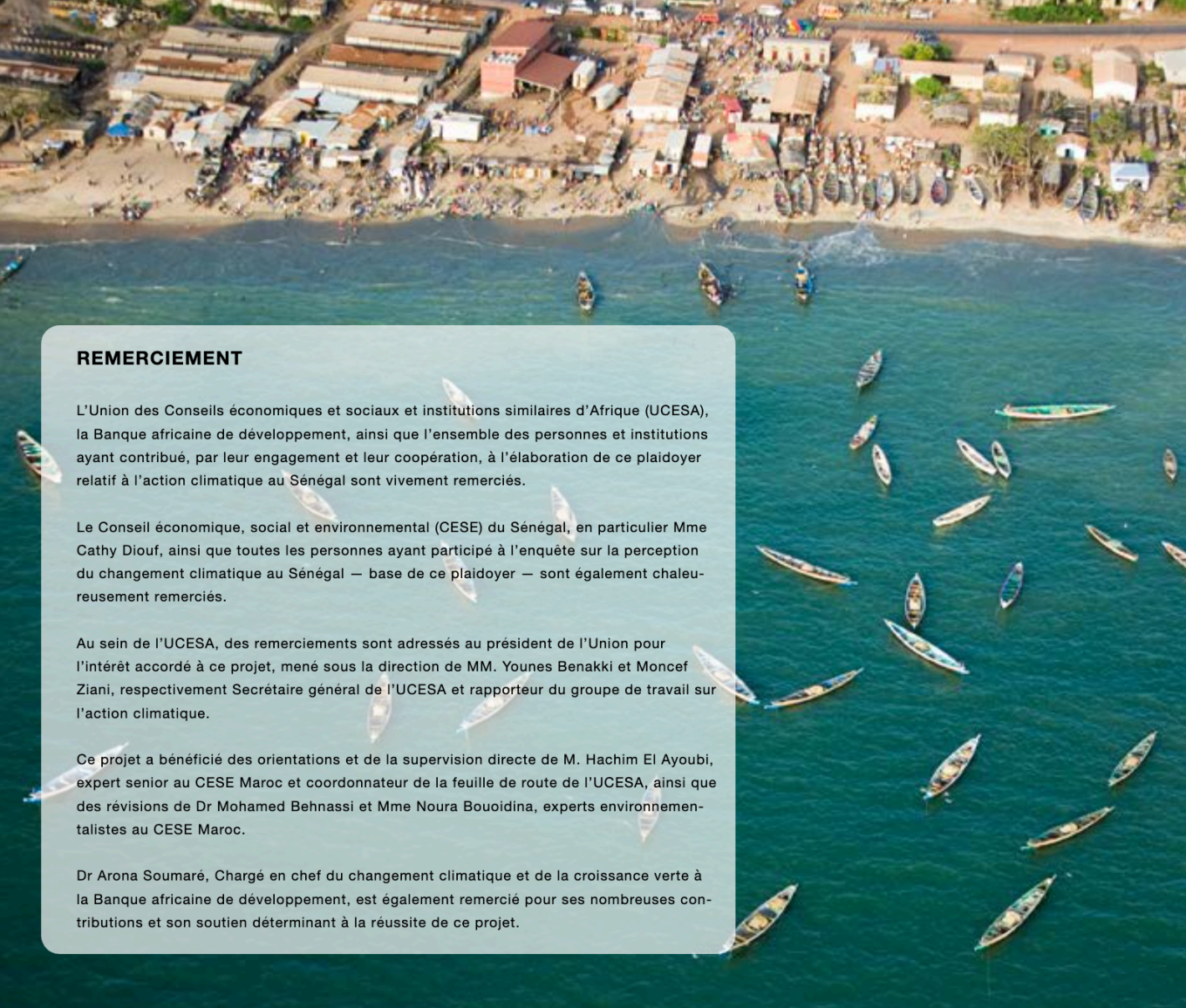
Les changements climatiques...  
Le Sénégal, tout comme...  
à des défis majeurs déco...  
Les conséquences du ch...  
en plus pressante, menaç...  
sécurité.  
Cependant, il est crucial...  
considérable en tant que...  
climatiques.

Ce plaidoyer revêt une importance capitale, car il met en évidence les défis climatiques et explore les voies par lesquelles le pays peut exercer une influence positive sur le climat. Il s'appuie sur une étude approfondie de la situation actuelle, des préoccupations de nos concitoyens, identifiant ainsi des domaines prioritaires, nous trouvons la nécessité de renforcer la résilience et de notre gestion des ressources en eau. Ces mesures sont essentielles pour protéger nos ressources naturelles, prévenir les impacts du changement climatique et assurer un avenir durable.

Ce plaidoyer met également en avant l'importance de l'éducation, de la sensibilisation accrue, d'une éducation appropriée, d'une promotion des moyens de subsistance pour nos communautés, et de leur inclusion dans nos politiques et nos plans d'action, encourageant les citoyens à exprimer leurs préoccupations dans les décisions politiques et un dialogue constructif.

Ce plaidoyer ne se contente pas de mettre en évidence les défis, il propose des solutions et recommande la révision et l'amélioration de nos Contrats de Développement, l'importance cruciale de la coopération régionale et internationale, et de technologies propres. De plus, il souligne la nécessité d'une recherche scientifique et en collecte de données sur les impacts du changement climatique. En somme, ce plaidoyer réitère l'urgence d'une action rapide et coordonnée pour faire face au changement climatique. En investissant dans l'action, nous pouvons protéger notre patrimoine naturel et sa population, mais aussi créer de nouvelles opportunités inspirant pour la sous-région. La mobilisation de tous les acteurs est essentielle, ainsi que la mise en œuvre de politiques et de mesures adaptées pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Sénégal peut jouer un rôle essentiel dans la réalisation de ces objectifs, permettant de construire un avenir résilient, bas-carbone et durable.

Le Sénégal peut jouer un rôle essentiel dans la réalisation de ces objectifs, car notre histoire, où l'action climatique peut façonner notre destinée. En travaillant de manière collective, nous pouvons bâtir un avenir durable et résilient.



## REMERCIEMENT

L'Union des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique (UCESA), la Banque africaine de développement, ainsi que l'ensemble des personnes et institutions ayant contribué, par leur engagement et leur coopération, à l'élaboration de ce plaidoyer relatif à l'action climatique au Sénégal sont vivement remerciés.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) du Sénégal, en particulier Mme Cathy Diouf, ainsi que toutes les personnes ayant participé à l'enquête sur la perception du changement climatique au Sénégal — base de ce plaidoyer — sont également chaleureusement remerciés.

Au sein de l'UCESA, des remerciements sont adressés au président de l'Union pour l'intérêt accordé à ce projet, mené sous la direction de MM. Younes Benakki et Moncef Ziani, respectivement Secrétaire général de l'UCESA et rapporteur du groupe de travail sur l'action climatique.

Ce projet a bénéficié des orientations et de la supervision directe de M. Hachim El Ayoubi, expert senior au CESE Maroc et coordonnateur de la feuille de route de l'UCESA, ainsi que des révisions de Dr Mohamed Behnassi et Mme Noura Bouoidina, experts environnementalistes au CESE Maroc.

Dr Arona Soumaré, Chargé en chef du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement, est également remercié pour ses nombreuses contributions et son soutien déterminant à la réussite de ce projet.

## TERMINOLOGIE

**Adaptation** : ensemble des actions humaines visant à limiter les impacts négatifs du changement climatique ou à tirer profit des opportunités qui en découlent.

**Atténuation** : ensemble des actions humaines visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), par exemple, en éliminant la combustion de combustibles fossiles. L'atténuation fait également référence aux actions qui renforcent la séquestration de GES, par exemple la conservation des écosystèmes de mangrove, qui sont considérés comme des puits de carbone.

**Action climatique** : l'action climatique fait référence à toutes les mesures et initiatives prises pour faire face aux défis du changement climatique. Cela comprend les efforts pour réduire les émissions de GES, promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique, protéger les écosystèmes et la biodiversité, ainsi que s'adapter aux impacts inévitables du changement climatique.

**Développement durable** : le développement durable est une notion qui ouvre une toute nouvelle perspective dans la manière d'aborder le développement. Dans le contexte africain, et pour plus d'effectivité, le développement durable doit être compris comme un agencement hiérarchisé des pôles économie, environnement et société où le développement social est envisagé comme un objectif, l'économie comme un moyen et l'intégrité de l'environnement comme une condition, l'équité étant à la fois un moyen, une condition et une fin du développement durable. On adopte ici une approche du développement priorisant l'humain dans une optique d'équilibre environnemental.

**Plan Sénégal émergent** : est la politique globale du Sénégal en matière de développement économique à l'horizon 2035.



## TABLE DE MATIÈRES

---

### PRÉFACE

### RÉSUMÉ EXÉCUTIF

### REMERCIEMENTS

### TERMINOLOGIE

### LISTE DES ACRONYMES

### LISTE DES FIGURES

### RÉSUMÉ EXÉCUTIF

### INTRODUCTION

#### 1. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PERCEPTION DES CITOYENS SÉNÉGALAIS

1.1. Profil climatique du pays

1.2. Restitution synthétique des résultats de l'étude de l'UCESA

#### 2. ANALYSE

2.1. Analyse de corrélation entre l'étude de l'UCESA et les référentiels climatiques nationaux

2.2. Analyse de vulnérabilité des secteurs clés face aux effets du changement climatique

2.2.1. Vulnérabilité des secteurs clés face aux effets du changement climatique

2.2.2. Vulnérabilité des populations et moyens de subsistance

2.3.1. Le cadre institutionnel des changements climatiques

2.3.2. Le cadre politique du changement climatique

2.3.3. Le cadre juridique des changements climatiques : Code de l'Environnement

#### 3. RECOMMANDATIONS

3.1. Mécanismes susceptibles de renforcer la prise en compte des préoccupations

des citoyens sénégalais pour une action climatique

3.2. Identification des actions à mener pour une action climatique

3.2.1. Renforcement des capacités d'adaptation

3.3. Proposition de mesures pertinentes pour la prise en compte

3.3.1. Intégration des préoccupations citoyennes

3.4. Propositions de mesures de coopération internationale pour un climat durable

3.4.1. Accès aux financements climatiques et aux technologies

3.4.2. Renforcement des capacités nationales

3.4.3. Genre dans les actions climatiques

### CONCLUSION

### RÉFÉRENCES

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>ANSD</b>	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
<b>CDN</b>	Contributions Déterminées au niveau National
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CESE</b>	Conseil Économique, Social et Environnemental
<b>COMNACC</b>	Comité National sur les Changements Climatiques
<b>CPDN</b>	Contribution prévue déterminée au niveau national
<b>CRODT</b>	Centre de Recherche Océanographique Dakar-Thiaroye
<b>CSE</b>	Centre de Suivi Écologique
<b>DCC</b>	Division Changement Climatique
<b>DECC</b>	Direction de l'Environnement et des Établissements Classés
<b>EIE</b>	Étude D'impact Environnemental
<b>FA</b>	Fonds d'adaptation
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization of the United Nations
<b>FVC</b>	Fonds Vert pour le Climat
<b>GES</b>	Gaz à Effet de Serre
<b>GIEC</b>	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
<b>MEDD</b>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>ONG</b>	Organisme Non Gouvernementale
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNA</b>	Plan National d'Adaptation
<b>PSE</b>	Plan Sénégal Émergent
<b>SECNSA</b>	Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
<b>SNACC</b>	Stratégie Nationale d'Adaptation aux Changements Climatiques
<b>SONES</b>	Société Nationale des Eaux du Sénégal
<b>UCESA</b>	Union des Conseils Économiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique
<b>WACA</b>	West Africa Coastal Areas

## LISTE DES FIGURES

**Figure 1:** Position géographique du Sénégal

**Figure 2:** Statistiques des intervenants

**Figure 3:** Statistiques des intervenants

**Figure 4:** Causes perçues du changement climatique

**Figure 5:** Les trois acteurs les plus efficaces



## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Sénégal, en tant que nation soudano-sahélienne, est exposé aux risques climatiques. Face à la menace croissante du changement climatique, il est impératif d'adopter des mesures audacieuses pour renforcer la résilience nationale. L'UCESA s'engage aux côtés des parties prenantes (société civile organisée, décideurs, chercheurs, ONG) pour élaborer des plaidoyers nationaux visant à renforcer la gouvernance climatique, mettant en avant la perspective des citoyens sénégalais, pour réussir les stratégies d'adaptation au changement réchauffement planétaire.

### Profil Climatique du Sénégal :

Le Sénégal est caractérisé par un climat tropical soudano-sahélien, avec une saison des pluies courte et concentrée entre juin et octobre, dont l'intensité varie fortement du nord (très aride) au sud (plus humide). Les températures moyennes oscillent entre 24°C et 30°C, atteignant des pics en avril-mai. Le pays subit de plus en plus de phénomènes climatiques extrêmes : sécheresses récurrentes, inondations, érosion côtière et vagues de chaleur, aggravés par une élévation du niveau de la mer estimée à environ 3 mm/an, menaçant les infrastructures côtières de villes comme Saint-Louis et Dakar (CSE, 2021 ; Banque mondiale, 2022). Les projections climatiques indiquent une augmentation de la température de +1,5 à +3 °C à l'horizon 2050, et jusqu'à +4 °C d'ici 2100 selon les scénarios d'émissions (GIEC, 2023). La pluviométrie deviendrait plus irrégulière, avec un allongement des périodes sèches et des épisodes de pluie plus intenses. Le CDN actualisé du Sénégal (2020) propose plusieurs mesures d'adaptation : développement de l'agroécologie, renforcement de la résilience des infrastructures hydrauliques, restauration des écosystèmes côtiers et mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce. Ces actions sont cruciales pour protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables et limiter les pertes économiques liées au climat.

### Références :

GIEC (2023). Sixième rapport d'évaluation.  
 CSE (2021). Rapport sur l'état de l'environnement au Sénégal.  
 Banque mondiale (2022). Country Climate and Development Report – Sénégal.  
 République du Sénégal (2020). Contribution Déterminée au niveau National (CDN) actualisée. <https://unfccc.int/documents/271687>

### Acteurs et Politiques Climatiques au Sénégal :

Le Sénégal est constitué d'une variété d'acteurs, engagés pour lutter contre les impacts du changement climatique dans la coordination et la concrétisation des politiques, le renforcement du cadre juridique et institutionnel, tout en impliquant les parties prenantes. Une gestion plus intégrée et synergique est nécessaire pour maximiser leur efficacité face aux défis climatiques.

### Études de l'UCESA sur le Changement Climatique au Sénégal :

L'étude de l'UCESA sur le changement climatique au Sénégal a impliqué une large population. Sur les 517 participants, 67% ont constaté des irrégularités pluviométriques et des hausses de températures. Les personnes âgées (45%) sont perçues comme les principales victimes des événements climatiques extrêmes, contribuant à l'insécurité alimentaire. Les jeunes se concentrent sur les changements saisonniers et les impacts sur les moyens de subsistance. Les résultats soulignent l'urgence d'actions, avec 36% des participants estimant que la nécessité d'une mobilisation collective est mise en avant. Les principaux acteurs, soulignant l'importance de la concertation, ont proposé des actions concrètes, dont la réduction des émissions et une transparence accrue. Intégrer les préoccupations des citoyens dans les politiques climatiques, favoriser l'adhésion et une participation accrues.

### Priorités pour une Action Climatique Efficace au Sénégal :

Pour une action climatique efficace au Sénégal, il est essentiel d'adopter une approche multi-acteurs. L'intégration des préoccupations citoyennes dans les politiques climatiques, une écoute attentive, est également cruciale. De plus, impliquer la société civile, le secteur privé, les institutions académiques et les médias est essentiel. En suivant ces priorités, le Sénégal peut renforcer sa résilience, protéger ses écosystèmes et intégrer les besoins citoyens dans son développement durable pour le pays. Le Sénégal, conscient des défis climatiques, doit interagir de manière coordonnée et inclusive. La vision de développement durable et la résilience, avec un accent particulier sur l'autonomie des communautés, sont des éléments clés des changements climatiques.

## INTRODUCTION

Le changement climatique constitue l'un des défis majeurs du 21<sup>ème</sup> siècle, avec des répercussions significatives sur l'environnement, l'économie et la société. En tant que pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal est confronté à des conséquences directes du changement climatique qui menacent son développement durable et le bien-être de sa population. Selon l'Accord de Paris sur le climat, l'Afrique, bien que n'étant responsable que d'une faible part des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), demeure le continent le plus exposé aux impacts du changement climatique (CCNUCC, 2015).

Le Sénégal ne fait pas exception à cette réalité et se trouve particulièrement vulnérable en raison de sa position géographique le long de la côte atlantique, exposée à la montée du niveau de la mer, ainsi que de sa situation dans la région Sahélienne, considérée comme un «hotspot» du changement climatique (UCESA, 2022).

Les conséquences du changement climatique au Sénégal sont déjà visibles et se traduisent par une augmentation des températures, des sécheresses récurrentes, des variations des régimes de précipitations, des événements climatiques extrêmes tels que les inondations et les tempêtes de sable, ainsi que la dégradation des écosystèmes et des ressources naturelles essentiels à l'agriculture, à la pêche et au tourisme (GIEC, 2021). Face à ces enjeux, il est impératif que le Sénégal adopte des mesures d'adaptation et d'atténuation pour protéger ses ressources, sa population et son économie. Le pays a déjà pris des mesures significatives en élaborant le Plan Sénégal Émergent (PSE), qui vise à promouvoir un développement économique durable, et en s'engageant à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

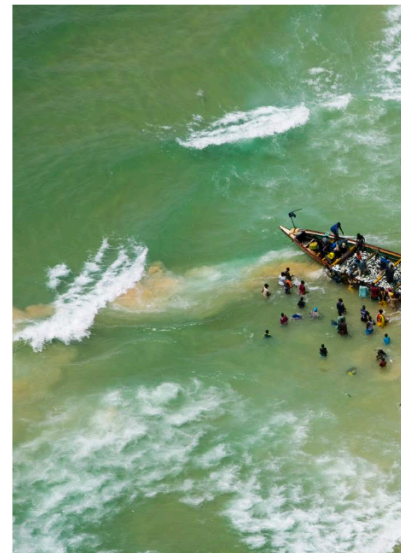
Pendant, il convient de renforcer ces efforts et d'adopter une approche plus ambitieuse en matière d'action climatique. Ce plaidoyer a pour objectif de sensibiliser les décideurs politiques, les acteurs de la société civile et la population en général sur l'urgence de cette problématique et de plaider en faveur d'une action climatique plus efficace et coordonnée au Sénégal. Fondé sur une étude de l'Union des Conseils Économiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique (UCESA), ce plaidoyer met en évidence, à travers l'analyse de données scientifiques, de rapports internationaux et d'études locales pertinentes, les conséquences du changement climatique au Sénégal. Les impacts majeurs, tels que la réduction des rendements agricoles, la déforestation, la perte de biodiversité ainsi que les perturbations économiques et sociales qui en résultent, seront clairement examinés. Il met également en lumière les initiatives et les bonnes pratiques existantes, tout en identifiant les principaux axes d'amélioration dans les politiques climatiques et les mesures d'adaptation et d'atténuation à mettre en place.

Ce plaidoyer s'inscrit dans le cadre de l'engagement juste en Afrique. En rassemblant les connaissances, les préoccupations, le plaidoyer vise à encourager une action collective des Sénégalais concernés pour faire face au défi du changement climatique.

Ainsi, l'objectif de ce plaidoyer est de co-définir des stratégies d'atténuation et d'adaptation dans les secteurs économiques clés du Sénégal. Il vise ainsi à faciliter la priorisation des actions pour les Sénégalais.

En conclusion, il est essentiel que le Sénégal renforce ses efforts de protection de ses ressources naturelles, d'assurer la sécurité alimentaire et un développement durable.

Ce présent document fournira une base solide pour des politiques stratégiques et une mobilisation collective en faveur d'un développement durable.



## 1

## CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PERCEPTION DES CITOYENS SÉNÉGALAIS



### 1-1 Profil climatique du pays

Le Sénégal est localisé sur l'extrême ouest du continent africain (Figure 1) et une façade maritime de 700 km. Sa population s'élève à 18 millions (ANSD, 2022).

Le climat sénégalais est de type tropical plus précis avec deux saisons : une saison pluvieuse (appelée aussi hivernage) et une longue saison sèche (du mois d'octobre à mai). Les températures sont élevées, fortes, chauds et secs (harmattan : un vent souvent chaud et sec).

Les températures oscillent entre 25 à 30°C à l'ouest et 35 à 40°C à l'est. Les plus basses observées en décembre-janvier (23°C) et les plus élevées en juillet-août (40°C).

Quant aux précipitations, leurs moyennes mensuelles sont plus élevées dans la partie ouest africaine. Elles suivent un gradient croissant du nord au sud, les précipitations sont plus importantes dans la partie sud du pays avec plus de 1200 mm par an.

En raison de sa position géographique, le Sénégal présente des climats côtiers bénéficiant d'une influence maritime, avec des températures relativement plus élevées. Dans les régions plus au nord, le climat est plus sec et chaud.



Figure 1: Position géographique du Sénégal  
Source: Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 2007

Toutefois, ce schéma climatique a subi des modifications et variations au cours de ces dernières années sous l'effet du changement climatique d'origine anthropique. Par exemple, la tendance de l'évolution de la température montre une augmentation de l'ordre de +0,8 à +1,2°C en moyenne annuelle entre 1950 et 2020.

En termes de précipitations, le pays a connu de fortes variabilités marquées par des périodes de sécheresse (de 1970 à 1980) représentant l'un des signaux inter-décennaux les plus marquants jamais observés sur la planète (Ali et Lebel, 2009 ; Diasso et Abiodun, 2017 ; Kasei et al., 2010).

Cependant, le nombre et l'intensité des précipitations extrêmes se sont multipliés avec des inondations sur presque l'ensemble du territoire, principalement dans les zones côtières.

D'autres événements extrêmes à l'instar des vagues de chaleur, de sécheresse, de tempêtes de vent et de sable se sont multipliés dans le pays.

L'océan est également affecté par les effets du changement climatique, entraînant une augmentation de la température des eaux de surface d'environ 0,04 °C à 0,05 °C par an, une élévation moyenne du niveau de la mer de 1m par an, ainsi qu'un accroissement progressif de la salinité et de l'acidification des eaux marines le long des côtes sénégalaises.

L'ensemble de ces bouleversements climatiques ont entraîné des répercussions profondes et variées sur les écosystèmes, la sécurité humaine (alimentaire, hydrique et sanitaire) et le développement socio-économique.

En plus, selon les projections climatiques, les températures moyennes connaîtront une augmentation significative, avec des estimations variant de 1,2 à 5,7°C (selon le scénario optimiste et pessimiste) d'ici la fin du 21e siècle. Cette tendance se fera sentir à travers l'ensemble du pays, mais sera particulièrement marquée dans le sud et les zones côtières (PNA, 2023).

En ce qui concerne les précipitations, une diminution globale de l'ordre de 10 à 40% est envisagée, avec des prévisions entachées d'incertitudes substantielles en raison d'une forte variabilité pluviométrique.

Ces projections futures identifient également des variations sur les événements extrêmes pluviométriques allant de -30 à +30% (PNA, 2023).

Parallèlement, une réduction de 50% de la fréquence des jours de pluie est constatée, tandis que les précipitations intenses augmenteront de plus de 80%. Enfin, une élévation des niveaux de la mer de plus de 1,15m est projetée d'ici la fin de ce siècle (WACA, 2020).

### 1-2 Restitution synthétique des résultats de l'

L'UCESA a réalisé une étude visant à comprendre la p conséquences au Sénégal auprès de la population séné existante issue d'un sondage réalisé en 2021 a été mis méthodes quantitatives et qualitatives, a permis d'obt catégories de citoyens. La collecte des données a été (26%) (Figure 2).

L'enquête a été menée auprès de 517 personnes répar Saint Louis, et Ziguinchor. Sur l'ensemble des répon avec des âges variant de 18 à 55 ans (Figure 3). Les ré accordée par les Sénégalais aux questions liées au ch nécessité de mettre en œuvre des actions climatiques

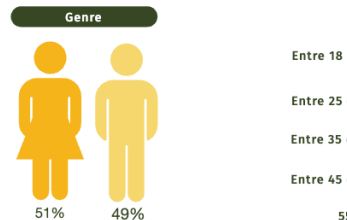
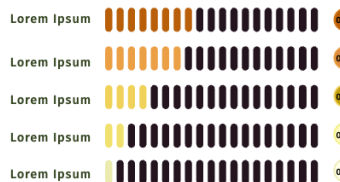


Figure 3: Statistiques des inter Source: Rapport d'étude U

Les résultats de l'étude ont révélé que la réalité du changement climatique est profondément ancrée dans l'opinion publique sénégalaise.

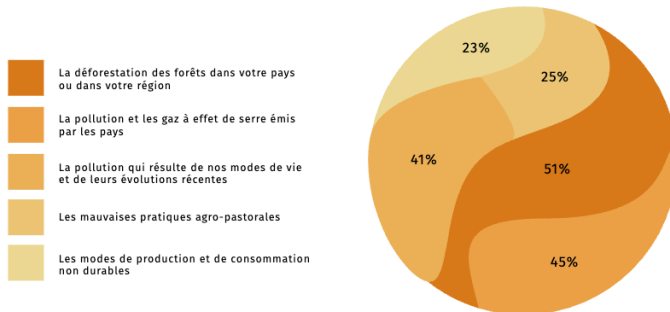
En effet, 67% des sondés ont affirmé constater des changements significatifs du climat ces dernières années, ce qui renforce leur conviction quant à l'existence du changement climatique.

Ces changements se manifestent principalement par des irrégularités pluviométriques et thermiques, avec une tendance marquée à la hausse des températures, des modifications dans les régimes de précipitations, des dérèglements saisonniers, des inondations, des sécheresses, ainsi que l'érosion côtière des villes telles que Dakar et Saint-Louis.

Une distinction notable a été observée entre les différentes tranches d'âge.

Les sondés les plus jeunes (18 à 25 ans) ont davantage tendance à percevoir des changements dans le cycle des saisons, tandis que les personnes plus âgées ont plutôt constaté des événements météorologiques extrêmes liés au changement climatique.

Selon les citoyens interrogés, l'action humaine est identifiée comme la principale cause des variations climatiques observées au Sénégal. Environ 51% des répondants considèrent que la déforestation est le principal facteur responsable, tandis que 45% ont mentionné la pollution et les émissions de GES des pays riches, et 41% ont évoqué les changements des modes de vie et les évolutions récentes au sein de la société sénégalaise (Figure 4).



**Figure 4: Causes perçues du changement climatique au Sénégal**

Source: Rapport d'étude UCESA pour le Sénégal, 2021



Par ailleurs, certaines conséquences liées au réchauffement climatique ont été citées par les participants à l'étude. Les événements climatiques extrêmes ont été mentionnés par 36% des répondants, tandis que le recul de la biodiversité a été évoqué par 19% d'entre eux et la désertification par 18%.

Ces changements climatiques ont eu des impacts majeurs sur plusieurs aspects de la vie quotidienne des Sénégalais.

Ils ont contribué à l'insécurité alimentaire et hydrique, favorisé l'exode rural, accentué le chômage, entraîné une hausse du coût de la vie, détérioré la santé publique et la qualité de vie, ainsi que généré des tensions intercommunautaires.

De plus, l'étude a révélé que 36% des Sénégalais et 43% des habitants des zones rurales estiment que leur pays est plus exposé que les autres aux impacts du changement climatique.

Un sentiment personnel d'exposition à l'injustice climatique a été exprimé par 40% des répondants âgés de 18 à 24 ans et 43% des répondants âgés de 55 ans et plus.

Ces données mettent en évidence la nécessité de prendre en compte les préoccupations et les inégalités liées au changement climatique lors de la formulation de politiques et de stratégies d'action climatique au Sénégal.

Ces constatations soulignent l'urgence d'adopter des mesures d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique au Sénégal. Il est essentiel de prendre des mesures concrètes pour réduire les émissions de GES, promouvoir la préservation des ressources naturelles, renforcer la résilience climatique des communautés face aux impacts climatiques et encourager une transition vers un modèle de développement plus durable et inclusif.



Cette étude a démontré une prise de conscience grandissante des impacts climatiques, en particulier parmi les jeunes.

Ils plaident pour que l'action climatique soit placée au premier plan. De nombreux sondés ont souligné l'importance d'adopter des mesures concrètes pour lutter contre le réchauffement climatique et s'y adapter.

Les participants ont mis en avant la nécessité d'une mobilisation plus active des décideurs politiques et la communauté scientifique. Ainsi, 63% des Sénégalais estiment que la priorité doit être donnée à la croissance en profondeur l'économie du pays en soutenant exclusivement les secteurs de la santé et la cohésion sociale. Des mesures telles que l'adoption de comportements quotidiens respectueux de l'environnement et l'adoption de comportements souhaitables pour lutter contre les impacts du changement climatique.

Selon 59% des sondés, les ONG et les associations sont les acteurs les plus efficaces pour la mobilisation de la société civile et de la collaboration avec les gouvernements (51%) et les citoyens (48%) (Figure 5). Ces résultats soulignent l'importance de la mobilisation de la société civile et de la collaboration avec les gouvernements et les citoyens.

Il est donc primordial d'intégrer les besoins réels des communautés dans la planification de l'action climatique au Sénégal.

En tenant compte de leurs préoccupations et de leurs attentes, il est essentiel de concevoir des politiques et des programmes plus efficaces, tout en impliquant activement la population dans cette lutte commune contre le changement climatique.

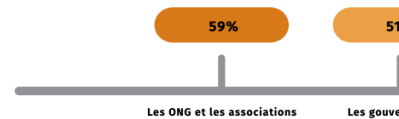


Figure 5: Les trois acteurs les plus efficaces pour la mobilisation de la société civile et de la collaboration avec les gouvernements et les citoyens.  
Source: Rapport d'étude UIC

## 2 ANALYSE



### 2-1 Analyse de corrélation entre l'étude de l'U nationaux

Les résultats des sondages mettent en évidence que le changement climatique est perçue comme une menace réelle par une grande partie des Sénégalais. Cependant, l'absence de politiques de réduction des émissions de GES et de programmes d'adaptation est considérée comme grave (Stokes et al., 2015). Seule la moitié des Sénégalais pense que le gouvernement a pris des mesures adéquates pour faire face au changement climatique (UCESA, 2021).

Afin de sensibiliser davantage aux problèmes environnementaux, il est essentiel de renforcer les mouvements associatifs et communautaires tout en favorisant l'engagement citoyen pour une meilleure résilience climatique. Parallèlement, le développement et la mise en œuvre de politiques nationales conformes aux CDN, ainsi que des projets et programmes d'adaptation, sont prioritaires. Le Plan National d'Adaptation (PNA), s'avèrent essentiel pour guider ces efforts.

Le Sénégal a réaffirmé à maintes reprises son engagement envers les Objectifs de Développement Durable, notamment en matière de réduction des GES, et à promouvoir l'innovation à travers ses institutions.

À titre d'exemple, le Sénégal s'est engagé à réduire ses émissions de GES de 30% d'ici 2025 et 2030 respectivement, en utilisant ses propres ressources. Des mesures plus strictes sont également prévues pour les secteurs à forte intensité de GES existantes, avec des normes de rejet visant à minimiser l'impact environnemental. Ces engagements s'appliquent à tous les projets industriels soumis à l'approbation de l'État.

Le Sénégal procède actuellement à la mise en œuvre de son Plan National d'Adaptation (PNA) qui servira de base à son engagement dans l'effort mondial pour l'adaptation. Pour faire face à la vulnérabilité au changement climatique, le Sénégal a obtenu un financement de 8,7 milliards de dollars américains pour l'atténuation, 5,3 milliards de dollars en financement inconditionnel et 5,3 milliards de dollars en financement américain pour l'adaptation (dont 1,4 milliard de dollars en financement conditionnel). Cependant, ces engagements par la CDN ne sont pas compatibles avec la voie de l'adaptation (Dieye, 2021, Climate Analytics, 2021).

Bon nombre de ces politiques peuvent fonctionner en synergie avec une taxe sur le carbone pour aider à atteindre la CDN du Sénégal et les objectifs de développement durable, notant que certaines de ces politiques pourraient être complétées par des sources internationales d'appui au financement.

En mars 2022, le Sénégal a commencé à préparer un travail de fond sur sa stratégie de développement à faibles émissions de carbone à long terme. A cet effet, un processus d'élaboration d'une « Stratégie de développement bas carbone » a été initiée par ENDA Energie, en collaboration avec le Ministère du Pétrole et des Énergies et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (Togbe, 2022) pour appuyer l'Etat du Sénégal à développer des trajectoires de sobriété carbone et de résilience autour de 4 grandes transitions systématiques dont la transition énergétique, la transition industrielle, la transition des systèmes d'affectation des terres et utilisation de l'eau et la transition urbaine. En ce sens, récemment l'étude de Cissé et al. (2023) portant sur une évaluation globale, consolidée et exhaustive des principales orientations de l'économie et de la société sénégalaises montre que le pays peut atteindre ses objectifs de développement et du PSE dans un monde neutre en carbone et cela pourrait même aider à mieux aligner ses efforts d'atténuation.

Cependant jusqu'à cette date (Décembre 2023), le Sénégal n'avait pas encore soumis sa stratégie.

La mise en œuvre de telles stratégies peut prendre du temps en raison de la complexité des processus de planification et de coordination nécessaires pour intégrer efficacement des politiques de développement à faible émission de carbone dans l'économie du pays.

Le gouvernement du Sénégal s'est aussi engagé à développer ses gisements de pétrole et de gaz naturel, dont l'exploitation est prévue en 2024, en s'opposant ouvertement aux efforts internationaux visant à limiter le financement du développement des énergies fossiles.

Si le gouvernement considère l'adaptation et la résilience face aux impacts des changements climatiques, notamment dans le secteur agricole, comme la priorité, il accorde peu d'attention à la nécessité de décarboniser son économie.

## 2-2 Analyse de vulnérabilité des secteurs clés face aux effets du changement climatique

### 2-2-1 Vulnérabilité du littoral

La majeure partie des secteurs de l'économie sénégalaise demeure très sensible à la variabilité climatique, surtout à la hausse de la température, aux variations pluviométriques, et aux extrêmes climatiques ce qui risque de remettre en question les objectifs de la CDN (CDN, 2020).

## Agriculture

L'agriculture joue un rôle central dans l'économie sénégalaise en tant que secteur de subsistance puisqu'elle représente environ 10% du PIB et a été ajoutée du secteur primaire en 2019 (Démographie, 2023). Elle emploie 60% de la population active en garantissant l'accès à des produits aux exploitations familiales. Cette agriculture qui est traditionnelle est menacée dans un contexte de changement climatique et de l'augmentation des températures. Ces changements affectent négativement les rendements agricoles et la stabilité des récoltes. L'intensité accrue des précipitations et des inondations, ainsi que les sécheresses, sont des sources de menace pour le secteur agricole et ont entraîné des pertes qui sont devenues de moins en moins prévisibles, constituant une menace pour la sécurité alimentaire des populations.

D'autre part, ces pertes et/ou diminutions des récoltes ont entraîné des pertes alimentaires (par ex., entre 2010 et 2020, le prix des produits agricoles a été multiplié par deux), ce qui rend l'accès à la nourriture plus difficile pour la population sénégalaise de plus en plus difficile. Aussi, les difficultés rencontrées dans la stabilité du secteur de l'élevage, qui contribue à la sécurité alimentaire des éleveurs et agriculteurs.

## Pêche

La pêche et l'aquaculture constituent un secteur économique important fortement intégré à l'économie sénégalaise. Elles apportent une contribution importante à la sécurité alimentaire, l'approvisionnement du marché national, l'exportation (entrée de devises) et la création d'emplois (Fall et al., 2018, Mbaye et al., 2022 ; PNA, Pêche, 2016).

En effet, la pêche représente 3,2% du PIB, plus de 10% des exportations et jusqu'à 600.000 emplois (près de 15% de la population active sénégalaise) directs ou indirects dont 94% sont fournis par la pêche artisanale (UNDP, 2015). Elle constitue aussi le premier secteur de l'économie nationale pour voyeur de devises étrangères (environ 200 milliards de FCFA de recettes générées par an, soit 30% des recettes totales d'exportation), et de protéines animales (satisfaction de 75% des besoins de la population nationale) (Fall et al., 2018; Diouf et al., 2022).

Cependant, ces dernières décennies, la pêche est fortement influencée par les variations des températures de l'océan, les événements climatiques extrêmes et l'acidification des océans qui ont tous des répercussions négatives sur les écosystèmes marins et la productivité.

Ces changements ont affecté la distribution des espèces de poissons, entraînant leur migration vers des eaux plus douces. Ils ont aussi entraîné une dégradation des écosystèmes marins et côtiers (mangroves ; récifs), des infrastructures de pêche (quais, aires de transformation, usines), le tarissement des mares, etc (Diouf et al., 2022). Ces conséquences de la variabilité climatique combinées à la surexploitation, la raréfaction du poisson, la concurrence des armements industriels, la pêche illégale ont eu des répercussions importantes sur les moyens de subsistance des communautés de pêche (Mbaye et al., 2022, Fall et al., 2018). Cette situation a eu des conséquences énormes comme la crise de la pêche avec l'augmentation et la fréquence des conflits entre pêcheurs artisans (Cayar, Joal, Mbour...) et pêcheurs industriels, la perte massive d'emplois, l'augmentation de la pauvreté, l'augmentation de l'émigration clandestine vers l'Europe et l'Amérique, un effondrement de l'économie locale et une accentuation du déficit de la balance commerciale du Sénégal. Cette situation s'est amplifiée au gré des développements techniques et de l'industrialisation des pratiques de pêche par la pêche industrielle. Cette forme d'exploitation s'est accompagnée d'un accroissement des captures, non sans impact sur l'abondance des stocks exploités. Une autre menace pour la pêche au Sénégal est l'attribution de licences de pêche à des étrangers. Le gouvernement sénégalais a conclu des accords de pêche avec divers pays étrangers, permettant à leurs flottes de pêche d'opérer dans les eaux sénégalaises. Ces accords sont censés générer des revenus pour le pays, mais ils soulèvent des préoccupations majeures. Tout d'abord, ces accords peuvent favoriser la surexploitation, car les flottes étrangères ont souvent des capacités de pêche beaucoup plus grandes que les pêcheurs locaux (Mbaye et al., 2022, Diouf et al., 2022).

## Océan et zones côtière

L'océan constitue une ressource naturelle précieuse de produits extraits (pêche), mais aussi en tant qu'acteur de l'économie nationale. Les côtes sénégalaises abritent environ 90% des infrastructures touristiques et économiques, dont sont le tourisme et la pêche. Toutefois, le littoral est particulièrement vulnérable aux changements climatiques en raison de l'augmentation des températures de l'océan, de l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes et des événements climatiques extrêmes. Ces phénomènes ont provoqué des changements notables dans l'économie nationale, la remontée des eaux de profondeurs, riche en sels minéraux (notamment de la ressource halieutique) et la pêche avec les variations des températures de l'océan et des ressources marines. Dans ce sens, certaines études ont montré que plus de 30% des espèces marines ont disparu au cours des dernières années comme le cas des sardinelles. Cela a affecté l'économie nationale et l'exportation, un pilier important de l'économie nationale. Cette situation est une préoccupation pour le secteur de la pêche, car elle affecte l'abondance des ressources halieutiques, couplée à une mauvaise gestion des ressources. Par exemple, au cours de ces dernières années, plusieurs espèces de poissons, les pêcheurs sénégalais et mauritaniens mais aussi les infrastructures (notons par exemple les affrontements en avril 2023) ont été affectées, entraînant des dizaines de blessés et des dégâts matériels. Parallèlement, l'élévation du niveau de la mer a augmenté la salinité de l'eau et de disparition de ressources en eau douce le long des côtes, ce qui est important sur les populations, les infrastructures, les activités économiques. On observe une élévation d'environ 1 cm/an du niveau de la mer. Les zones côtières, à l'instar de Dakar (Rufisque-Baobab), de Saint-Louis, La Petite Côte (Saly, Mbour, Toubab Dialaw) et la Casamance sont particulièrement vulnérables. Par exemple, Guet Ndar (Saint-Louis) a perdu plus de 100 mètres du littoral avec la destruction des habitats et des infrastructures. L'érosion côtière menace les infrastructures côtières et les activités économiques (50% des revenus du tourisme national et dépendent de la pêche en 2020).

Aussi, l'érosion côtière cause la salinisation des terres agricoles et de pâturages qui affecte plus de 1.2 millions de personnes, soit à 6% de la superficie nationale.

## Tourisme

Avec des recettes estimées à près de 500 milliards de francs CFA en 2015, soit environ 7% du PIB, le tourisme joue un rôle vital dans l'économie du pays. Cependant, ce secteur est fortement affecté par les impacts du changement climatique. Les zones touristiques côtières sont particulièrement vulnérables et l'élévation du niveau de la mer menace directement ces zones, entraînant ainsi un risque accru d'inondations et de submersion des terres. Les zones balnéaires populaires telles que Dakar, Saint-Louis et Sally sont exposées à ces risques, ce qui compromet leur attrait touristique. La disparition des plages, qui sont une attraction majeure pour les touristes, entraîne une réduction du nombre de visiteurs. En outre, l'érosion côtière causée par le changement climatique détériore les infrastructures touristiques, y compris les hôtels, les restaurants et les installations de loisirs. Les tempêtes et les vagues de plus en plus fréquentes et intenses endommagent ces structures, compromettant ainsi leur fonctionnement et leur durabilité à long terme.

## Ressources en eau

La sécurité hydrique est en effet une préoccupation majeure pour le développement du Sénégal. Les ressources en eau du pays sont confrontées à des défis croissants tels que la détérioration de la qualité de l'eau, la surexploitation des nappes souterraines, la pollution, les changements climatiques et le manque d'une gouvernance efficace des ressources en eau. L'augmentation de l'évapotranspiration potentielle combinée à la diminution des précipitations, a accentué le stress hydrique et réduit la disponibilité des ressources hydriques pour l'alimentation en eau et pour les activités socio-économiques. Le changement climatique a entraîné le rétrécissement des principales réserves d'eau au Sénégal principalement le Lac de Guiers et le fleuve Casamance qui constituent une préoccupation majeure des autorités étatiques du Sénégal. Le lac de Guiers occupe une place prépondérante en tant que la plus grande réserve d'eau douce. Il joue un rôle essentiel en satisfaisant une part significative des besoins en eau potable de la ville de Dakar ainsi que des cités situées le long de la conduite. De plus, il contribue à l'irrigation de vastes domaines agro-industriels tels que la Compagnie Sucrière Sénégalaise et les Fermes de la Téranga, tout en soutenant de multiples petits périmètres maraîchers. Par ailleurs, le lac de Guiers assure l'alimentation de l'écosystème Ramsar de la cuvette du Ndiel et du Bas Ferlo. Néanmoins, les ressources en eau disponibles ont connu une diminution significative dans la plupart des bassins, ce qui pourrait entraîner des conséquences négatives sur les activités socio-économiques.

## Santé

En plus des effets visibles sur les modes de subsistance, le changement climatique présente un risque d'avoir un impact fort et direct non seulement sur la santé humaine et végétale. Les GES et les polluants qui sont émis contribuent à la dégradation de la qualité de l'air affectant ainsi la santé humaine et animale. Les maladies respiratoires, cardiovasculaires et cancérogènes. En outre, l'augmentation des températures entraîne des maladies des voies respiratoires aiguës (pneumonie) et cardio-vasculaires. Le coût économique des décès dus au paludisme est estimé à 1.2% du PIB en moyenne par an (Ndour et al., 2020). Les maladies telles que le paludisme, la dengue sont particulièrement sensibles aux variations des précipitations (par ex. la hausse des températures favorise la propagation du paludisme). Le paludisme constitue la première cause de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes – ce qui entraîne des pertes économiques importantes. Par exemple, l'étude de Thiongane (2015) a montré que le paludisme entraîne une perte économique directement rattachable au paludisme de 1,2 milliard de milliards FCFA de PIB perdu par an.

Par ailleurs, les inondations et l'érosion côtière provoquent une détérioration de la qualité de vie des citoyens et causent des dommages matériels. Le Programme de Gestion du Littoral ouest-africain (PGL) a montré que le littoral a coûté 7,6% du PIB. Les températures élevées entraînent des situations d'inconfort, de stress et de décès sur les personnes vulnérables, les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées. Il y a une tendance à fournir une baisse de la productivité et donc peu productifs. Les effets peuvent inclure l'augmentation des nuisibles aux végétaux (insectes, agents pathogènes) affectant les systèmes forestiers et végétaux. Ainsi, il est important de noter que le changement climatique affecte les aspects sociaux d'une bonne santé, tels que les moyens de subsistance et aux structures de soutien social. Ces risques sont disproportionnés par les personnes les plus vulnérables, les personnes âgées et les ménages à faible revenu ayant un accès limité aux services de santé.

## 2-2-2 Vulnérabilité des populations et moyens de subsistance

Le changement climatique a eu des conséquences dévastatrices sur les populations et les moyens de subsistance au Sénégal. Ces conséquences se traduisent par une détérioration des conditions de vie et une menace directe pour la survie des communautés locales.

### Sécurité alimentaire

Les variations climatiques, telles que les sécheresses prolongées et les précipitations irrégulières, affectent considérablement l'agriculture et la production alimentaire au Sénégal. Les récoltes se sont vues réduites, entraînant une diminution de la disponibilité des denrées alimentaires et une augmentation des prix sur les marchés locaux. Les communautés dépendantes de l'agriculture se retrouvent donc confrontées à des pénuries alimentaires et à une insécurité alimentaire croissante. Selon le Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité alimentaire (SECNSA, 2017), 16,9% des ménages souffraient de l'insécurité alimentaire en 2016. Le Programme alimentaire mondial (PAM) estime que 46,7% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 50% souffre d'insécurité alimentaire et certaines régions du pays sont touchées par la malnutrition aiguë (CDN, 2015)

### Eau potable et hygiène

Le changement climatique affecte également l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Sénégal. Les sécheresses prolongées réduisent la disponibilité de l'eau, ce qui a un impact direct sur la santé des populations. Les maladies liées à l'eau, telles que la diarrhée et le choléra, deviennent plus répandues en raison du manque d'eau potable et d'installations sanitaires adéquates. Les populations les plus vulnérables, notamment les enfants et les femmes, sont les plus touchées par ces problèmes de santé liés à l'eau. De surcroît, le pays fait déjà face à un stress hydrique, et l'on prévoit une augmentation des prélèvements d'eau de 30 à 60% d'ici 2035. Les événements extrêmes liés à l'eau, ainsi que la pollution des ressources hydrauliques disponibles, représentent déjà une perte économique importante, évaluée à plus de 10% du PIB sénégalais chaque année (Banque mondiale, 2022).

### Migration forcée

Le changement climatique a également un impact sur les modes de subsistance, tels que les sécheresses et la perte de terres agricoles, la dégradation de l'environnement et la perte de moyens de subsistance. Ces conditions poussent de nombreux habitants à chercher refuge ailleurs, ce qui entraîne des mouvements de population vers les autorités locales.

Au cours des dernières décennies, le Sénégal a été confronté à une migration forcée vers l'Europe, principalement vers l'Espagne, où de nombreux habitants empruntent des pirogues pour se rendre aux îles espagnoles. Ce phénomène souvent qualifié d'«immigration clandestine» trouve son origine dans la diminution des moyens de subsistance engendrés par la variabilité climatique. Les pêcheurs, notamment ceux de ce phénomène, car plus d'un tiers des embarcations de pêche des côtes espagnoles sont liées à la pêche. Les principales zones de pêche sont Dakar, Joal, Kayar et Saint-Louis, qui sont également touchées par le changement climatique au Sénégal (Dème et Ndiaye, 2022).

### Pauvreté et inégalités

Le changement climatique aggrave les inégalités sociales et économiques. Les populations les plus pauvres et marginalisées sont les plus vulnérables au manque de ressources pour faire face aux impacts du changement climatique. Les femmes, en particulier, sont souvent les plus touchées par la responsabilité de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau. Il est donc essentiel de mettre en place des politiques et des programmes pour atténuer les conséquences du changement climatique sur les moyens de subsistance au Sénégal. Cela implique d'investir dans des infrastructures de renforcement de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.

## La question du genre et de la femme

Les aléas climatiques amplifient les inégalités préexistantes entre les sexes dans la société sénégalaise. Les femmes et les filles, qui constituent 53% de la population sénégalaise (ANSD, 2023) sont très vulnérables aux changements climatiques dans la mesure où elles dépendent très étroitement des ressources naturelles et de l'environnement pour toutes leurs activités et les besoins vitaux de la famille. La femme sénégalaise principalement la femme rurale, qui s'active dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la transformation des produits halieutiques et de la foresterie, subit les répercussions les plus importantes des changements climatiques sur plusieurs aspects socio-économiques comme au niveau de la santé, la sécurité, l'accès à l'éducation ou encore le revenu sur leurs moyens de subsistance. En effet, elles sont placées dans des positions de vulnérabilité du fait de leur statut de mère et de responsables du bien-être de la famille. Dans beaucoup de villages, les femmes constituent en majorité la population sédentaire dans la mesure où la plupart des hommes ont migré vers la capitale (Dakar) à la recherche d'une activité rémunératrice. L'émigration des hommes fait aussi reposer la totalité des travaux sur les épaules des femmes qui accroît la vulnérabilité des femmes.

L'agriculture ne retient plus la population et ne parvient plus à assurer la sécurité alimentaire suite aux sécheresses répétitives. Par exemple, à Pout dans la région de Thiès (60 km de Dakar), les femmes s'activent dans la régénération des sols érodés par le ravinement des eaux de pluie afin de pouvoir cultiver. Autre exemple, les femmes sont confrontées à de réelles difficultés en termes d'accès à l'eau, particulièrement dans les zones qui ne disposent pas de forages, de puits équipés, encore moins de branchement à un réseau de distribution (MEDDTE, 2023). La collecte de l'eau est devenue pour elles une corvée épuisante qui nécessite patience à cause des incessants allers et retours pour vérifier si le niveau de l'eau du puits atteint un niveau leur permettant de puiser. Les femmes sont obligées de faire de longues distances sans pour autant parvenir toujours à trouver de l'eau consommable car plusieurs autres contraintes rendent difficiles la corvée, notamment la salinisation, les puits à secs, ou l'impureté de l'eau. Dans le domaine de la pêche, la surexploitation des ressources halieutiques favorise la migration masculine dans les zones côtières, obligeant ainsi les femmes à avoir un double rôle de reproduction sociale (tâches domestiques, éducation des enfants, entretien des personnes âgées et malades) et de production économique (renforcement des activités génératrices de revenus) (MEDDTE, 2023).

## 2-3 Aperçu du cadre de gouvernance climatique

### 2-3-1 Le cadre institutionnel des changements

Au Sénégal, la question de la variabilité et changement de l'Environnement et du Développement Durable (MEI) et des Établissements Classés (DEEC).

Cette dernière coordonne toutes les actions liées au climat dans tous les projets et programmes soumis à la finance climatique sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation au Sénégal lors des sommets et réunions internationales sur le développement durable, le climat et la biodiversité (MEDD). Cependant, le MEDD ne dispose pas d'un mandat explicite vers la réduction des émissions de GES, ni d'aider le pays à être conscient de la dimension plurisectorielle du problème climatique d'une instance de coordination dès 1994, en créant le COMNACC. Placé sous l'égide du Ministère de l'Environnement, le COMNACC a pour mission principale de coordonner les actions de l'Etat. En outre, il coordonne, concerte, forme, sensibilise et accompagne la mise en œuvre de la CCNUCC aux niveaux nationaux et régionaux. Il s'efforce également d'assurer la cohérence entre les politiques climatiques qu'au suivi dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales : les représentants de tous les ministères sont au Sénat, de l'Assemblée nationale, de la Primature, de différents groupes d'acteurs privés, des syndicats, des universités, des élus locaux, etc. Le Comité est limité car il ne dispose pas d'un mandat stable (COMNACC, 2020) pour plus d'efficacité sur les politiques climatiques. Le COMNACC travaille avec les parties prenantes comme la Science-Politique pour l'Adaptation de l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (Plateforme PCCASA/Sénégal). Cette plateforme est un cadre de dialogue entre les acteurs clés nationaux impliqués dans l'orientation des politiques pour les plans et stratégies face aux changements climatiques. La Division Changement Climatique (DCC), au sein de la Direction Générale du COMNACC et a pour mission de mettre en œuvre des actions de planification. Il est à noter que la DEEC est l'Autorité Nationale Désignée (MDP), du Fonds d'adaptation (FA) et du Fonds Vert pour le Climat.

Le MEDD s'appuie également sur des instituts de recherche comme le Centre de Suivi Écologique (CSE) qui fournit au gouvernement des conseils scientifiques et techniques dans le cadre des processus d'élaboration des politiques sur les questions liées au climat. Il joue aussi un rôle fondamental dans l'accès à la finance climat en étant une entité nationale de mise en œuvre du FA et du FVC (pour uniquement les micro-projets).

Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) joue aussi un rôle important sur les actions climatiques au Sénégal. Le Conseil est divisé en dix commissions et les questions relatives au changement climatique sont du ressort de la Commission du Cadre de Vie, de l'Environnement et du Développement Durable qui publie régulièrement des analyses et des recommandations sur des thèmes spécifiques, dont certains sont liés à l'atténuation du changement climatique et couvre les développements liés au climat dans son rapport annuel (CESE, 2016, 2021).

Enfin, l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM) vient compléter ce tableau des acteurs institutionnels. L'ANACIM est d'une part le point focal du GIEC et d'autre part, elle est à la charge de la production de l'information climatique : prévisions météorologiques, mais aussi projections climatiques à moyen et long terme. Elle est un acteur incontournable de l'action climatique au Sénégal.

Concernant le secteur de la pêche, il est géré par le Ministère de la l'Economie maritime, des Transports maritimes et des Pêches avec six directions techniques : La Direction des Pêches maritimes (DPM), la Direction des Industries de Transformation de la Pêche (DITP), la Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches (DPSP), la Direction de la Pêche continentale (DPC), la Direction de la Marine marchande (DMM), la Direction de la Gestion et de l'Exploitation de Fonds marins (DGEFM). Il existe des structures décentralisées et déconcentrées à travers les services régionaux et départementaux des pêches et de la surveillance dans toutes les régions administratives du pays.

Le MEDD s'appuie également sur des instituts de recherche qui fournit au gouvernement des conseils scientifiques et techniques dans le cadre des processus d'élaboration des politiques sur les questions liées au climat. Il joue aussi un rôle fondamental dans l'accès à la finance climat en étant une entité nationale de mise en œuvre du FA et du FVC (pour uniquement les micro-projets).

Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) joue aussi un rôle important sur les actions climatiques au Sénégal. Le Conseil est divisé en dix commissions et les questions relatives au changement climatique sont du ressort de la Commission du Cadre de Vie, de l'Environnement et du Développement Durable qui publie régulièrement des analyses et des recommandations sur des thèmes spécifiques, dont certains sont liés à l'atténuation du changement climatique et couvre les développements liés au climat dans son rapport annuel (CESE, 2016, 2021).

Enfin, l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM) vient compléter ce tableau des acteurs institutionnels. L'ANACIM est d'une part le point focal du GIEC et d'autre part, elle est à la charge de la production de l'information climatique : prévisions météorologiques, mais aussi projections climatiques à moyen et long terme. Elle est un acteur incontournable de l'action climatique au Sénégal.

Concernant le secteur de la pêche, il est géré par le Ministère de la l'Economie maritime, des Transports maritimes et des Pêches avec six directions techniques : La Direction des Pêches maritimes (DPM), la Direction des Industries de Transformation de la Pêche (DITP), la Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches (DPSP), la Direction de la Pêche continentale (DPC), la Direction de la Marine marchande (DMM), la Direction de la Gestion et de l'Exploitation de Fonds marins (DGEFM). Il existe des structures décentralisées et déconcentrées à travers les services régionaux et départementaux des pêches et de la surveillance dans toutes les régions administratives du pays.



- Par ailleurs, le Ministère s'appuie sur le Centre de Recherches Océanographiques de Dakar Thiaroye (CRODT) pour la recherche scientifique, sur la Cellule d'Etude et de Planification (CEP) pour l'organisation et la planification et sur le Comité consultatif national des pêches maritimes pour étudier les plans d'aménagement, faire des propositions et émettre des avis.

- Appuyés pour leur fonctionnement par des contributions du Ministère chargé de la pêche et des partenaires au développement, les Conseils locaux de pêche artisanale maritime sont chargés entre autres d'organiser et d'informer les pêcheurs de leur localité et les acteurs de la pêche artisanale, de faire des propositions en matière d'aménagement.

- L'Institut de Technologie alimentaire (ITA) est chargé de la recherche sur l'amélioration des techniques de transformation et de conditionnement du poisson.

- La Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS) et le Fonds de promotion économique (FPE) ainsi que les banques commerciales interviennent pour le financement du secteur.

- L'Agence nationale des Affaires maritimes (ANAM), sous la tutelle de la Direction de la marine marchande et de la direction des ports et des transports maritimes intérieurs, a pour mission l'administration des navires et des gens de la mer. Elle participe à la police de la navigation maritime.

- La Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin (HASSMAR) est une structure administrative autonome, à vocation opérationnelle. Elle est un cadre de coordination des interventions d'urgence en mer, sur les fleuves et dans les périmètres portuaires et de régulation de l'interaction entre différentes administrations concernées par l'action de l'Etat en mer.

- La Lettre de politique sectorielle des pêches et de l'aquaculture reprend les objectifs assignés au secteur dans le cadre des orientations stratégiques du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) à savoir (i) la gestion durable et la restauration des ressources halieutiques, (ii) la satisfaction de la demande nationale, (iii) la valorisation maximale des ressources, (iv) la qualification des professionnels du secteur, et (v) la mise à disposition des professionnels du secteur d'instruments financiers susceptibles de satisfaire les besoins d'investissement et d'exploitation dans des conditions compatibles avec la viabilité financière des activités de pêche.



L'analyse du cadre institutionnel de la lutte contre le changement climatique au Sénégal révèle un manque de synergie des différentes institutions qui ont à charge la problématique du changement climatique et un budget limité dans leurs différentes interventions.

### 2-3-2 Le cadre politique du changement climatique

Conscient de sa forte vulnérabilité au réchauffement climatique et sa forte dépendance de son économie aux ressources naturelles, le gouvernement sénégalais s'est mobilisé très tôt sur les questions climatiques et sa volonté de participer activement à la recherche de solutions globales pour faire face au changement climatique sur le plan international. C'est d'ailleurs ce qui a motivé le Sénégal, à adhérer très tôt à la dynamique mondiale de lutte contre le réchauffement climatique par la signature et la ratification respectivement en 1992 et 1994 de la CCNUCC. Dans ce sens, le Sénégal, à travers le Ministère de l'Environnement, effectue son premier inventaire des GES en 1994 puis un deuxième inventaire en 1995.

La soumission de la première communication nationale en 1997, intitulée "Communication initiale du Sénégal dans le cadre de la CCNUCC", démontre également la volonté du gouvernement sénégalais de jouer un rôle actif dans la sensibilisation et la gestion des changements climatiques.

Cette communication a permis de mettre en évidence les efforts que le pays entendait réaliser dans le cadre du volet atténuation, et présentait aussi un premier diagnostic de vulnérabilité. Suite à cette communication, le Ministère de l'Environnement, dans une démarche volontaire, développe en 1999 la Stratégie Nationale de Mise en Œuvre (SNMO) de la CCNUCC avec le soutien du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et de la coopération néerlandaise. La SNMO vise à définir la manière dont le Sénégal entend intégrer la dimension du changement climatique dans sa politique de développement économique et social.

En mettant en place cette stratégie, le pays souhaite démontrer à la communauté internationale son engagement à lutter contre les effets néfastes du changement climatique et promouvoir un développement durable. Le document attribue au Ministère de l'Environnement la responsabilité principale de la gestion du problème climatique au Sénégal. Il spécifie clairement le cadre institutionnel qui sera utilisé pour mettre en œuvre la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Cette désignation d'une instance unique responsable facilite la coordination des actions et la mise en place d'une approche cohérente pour faire face aux défis climatiques structurée de la manière suivante :

En 2006, le Sénégal a élaboré son Plan d'Action National pour l'Adaptation aux changements climatiques (PANA) avec le soutien technique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et financier du FEM. Lorsque le Fonds d'adaptation devient opérationnel en 2010, il est le premier pays à bénéficier d'un financement. Le PANA identifie les secteurs et projets prioritaires du Gouvernement sénégalais, en se concentrant sur les zones les plus vulnérables au changement climatique :

- restauration des mangroves et reboisement
- revitalisation du réseau hydrographique et des écosystèmes
- maintien de l'équilibre entre l'eau de surface et l'eau souterraine
- accroissement de l'accessibilité et de la disponibilité des infrastructures d'irrigation
- amélioration et diversité des pratiques agricoles et moyens de subsistance
- renforcement de la sécurité alimentaire
- création de communautés rurales et sécurisation de la production d'énergie
- amélioration des méthodes de conservation et de capture d'eau
- protection physique contre l'érosion des plages et l'intrusion saline
- établissement de systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation
- promotion de la sensibilisation et de l'éducation

Le PANA souligne également l'importance de la coopération régionale et internationale dans l'intégration des efforts de la lutte contre le changement climatique dans l'ensemble des ministères, institutions et politiques concernés à l'échelle nationale. Afin d'éviter toute redondance de ces efforts et de maximiser les ressources et les résultats, une coordination nationale améliorée entre les acteurs de la lutte contre le changement climatique constitue une priorité.

Le Sénégal figure également parmi les premiers pays d'Afrique à déposer sa seconde communication nationale (CN) auprès du secrétariat de la CCNUCC en 2010. En 2015, avant la COP 21 de Paris, le Sénégal soumet sa Contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) ainsi que sa troisième CN (COMNACC, 2015). La CPDN a mis l'accent sur des initiatives qui ont été menées au niveau national aussi bien sur l'adaptation que sur l'atténuation. Ceci afin d'accroître la résilience nationale, notamment celle des communautés rurales, tout en développant une trajectoire sobre en carbone, appropriée et en accord avec le PSE.

La CDN souligne que le Sénégal aura besoin de ressources considérables, tant de la part du pays lui-même (objectifs conditionnels) pour atteindre l'objectif international (objectifs conditionnels) pour atteindre l'objectif international. En effet, l'objectif inconditionnel implique que le pays utilise des ressources nationales provenant de diverses parties, y compris les collectivités locales, le secteur privé, les ONG, etc. Le soutien financier important de la communauté internationale est également attendu. Des CDN sectorielles ont également été élaborées pour

De même, depuis 2015, le gouvernement sénégalais s'est engagé dans le processus d'Adaptation (PNA), avec l'appui de la coopération internationale et du FEM.

Le but du PNA est de : (i) renforcer les capacités des acteurs et (ii) adapter les politiques en matière de résilience à l'échelle nationale. L'élaboration des PNA sectoriels.

Ainsi, il élabore une feuille de route pour son processus participatif, sous la coordination du MEDD. Les secteurs prioritaires (l'agriculture, élevage, pêche, ressources en eau, zones côtières) et les risques de catastrophe axés sur les inondations, sont analysés. L'analyse du PANA (2006), de la CPDN (2015) et du PSN (2015) ont été utilisées. L'analyse officielle du processus PNA, le Sénégal réalise une avancée importante dans la lutte au changement climatique.

En fait, le ministère des Pêches et de l'Économie Maritime a élaboré un plan sectoriel entre septembre 2015 et octobre 2016. Ce plan a été élaboré avec l'appui de l'Agence Américaine pour le Développement International. La Gestion concertée pour une pêche durable au Sénégal (GCPD) PNUD sous le financement du FVC et du FEM, a identifié les secteurs Agriculture, Santé, Transports et Zones humides (gestion des inondations, et infrastructures) et leurs besoins. Les politiques climatiques dont les rapports finaux ont

### 2.3.3. Le cadre juridique des changements climatiques : Code de l'Environnement

Il n'existe pas de loi propre des changements climatiques au Sénégal. Cependant, les questions environnementales et sociales sont prises en compte dans une loi environnementale générale.

Ainsi, nous pouvons citer entre autres :

**le code de l'environnement (Loi n°2001-01 du 15 janvier 2001)** : la loi sur le code de l'environnement a établi les principes fondamentaux régissant la gestion et la protection de l'environnement, mais elle ne traite pas explicitement des émissions de GES ou des mesures d'atténuation, et encore moins des questions liées au changement climatique dans son ensemble.

**l'énergie renouvelable (Loi n°2010-21)** : cette loi a défini le cadre juridique pour la promotion et le développement des énergies renouvelables. Elle a défini les conditions de production, de transport, de stockage et de distribution des sources d'énergie renouvelable.

**le secteur des biocarburants (Loi n°2010-22)** : cette loi vise à promouvoir l'utilisation des biocarburants et fixe les conditions et les normes de production et d'utilisation afin d'assurer la diversification des sources d'énergie au Sénégal en valorisant les terres forestières et agricoles et en contribuant ainsi à la préservation de l'environnement.

**la sylviculture (Loi n°2018-25)** : le code forestier vise à développer, réglementer et protéger les forêts ainsi qu'à augmenter le potentiel de séquestration de carbone du pays.

**le code de la Pêche maritime (Loi n°1998-32)** : cette loi fixe les modalités d'application du secteur de la pêche. Cette loi n°1998-32 est remplacée par la Loi n° 2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la pêche maritime qui organise désormais le secteur.

Malgré les efforts des différents acteurs politiques du et de programmes abordent la question du genre ainsi face au changement climatique.

Les documents traitant la question du genre au Sénégal le projet PNA (2006) et tous les projets approuvés par modernes dans les foyers pour alléger la charge de tra

Le projet PNA en cours prévoit d'ailleurs une étude de avec divers acteurs, afin d'évaluer les capacités (force dans l'intégration du genre dans l'adaptation au chang

Cependant, jusqu'à présent, peu de textes prennent e dans le secteur de la pêche. Cela s'explique en partie au secteur de la pêche et de l'aquaculture pour faire fa ainsi que par une méconnaissance des mécanismes d'



# 3

## RECOMMANDATIONS



### 3-1 Mécanismes susceptibles de renforcer la prise en compte des préoccupations des citoyens sénégalais pour l'action climatique

L'intégration des besoins et des perspectives des citoyens sénégalais est essentielle pour garantir leur pertinence et leur efficacité. Cela nécessite une écoute attentive des préoccupations citoyennes et de favoriser l'engagement des parties prenantes, notamment les organisations de la société civile et les acteurs du secteur privé. Les mécanismes de dialogue permettent de faciliter la discussion et les mécanismes de dialogue permettent de contribuer à l'élaboration des politiques et des plans d'action climatiques en intégrant leurs expériences et leurs préoccupations. Cette approche permet de prendre en compte les préoccupations spécifiques des différents groupes sociaux et contribuer à l'élaboration de actions climatiques.

#### Prise en compte des préoccupations des citoyens sénégalais pour l'action climatique

Les préoccupations des citoyens doivent être prises en compte dans l'action climatique. Cela nécessite une écoute attentive des préoccupations ainsi qu'une transparence dans le processus décisionnel. Cela implique une approche inclusive, en intégrant les perspectives des différents groupes sociaux, notamment les zones rurales, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

#### Dialogue multi-acteurs pour une action climatique inclusive

Un dialogue et une collaboration efficaces entre les acteurs du secteur public, la société civile, le secteur privé, les institutions académiques et les organisations communautaires. Le dialogue multi-acteurs permet de partager les connaissances, de favoriser une coordination efficace dans la mise en œuvre de l'action climatique. En mettant en œuvre ces axes prioritaires d'action climatique, il est possible de renforcer la résilience aux impacts du changement climatique, promouvoir l'adaptation des communautés et intégrer les besoins des citoyens dans l'action. Cela contribuera à assurer un avenir durable.

### 3-2 Identification des actions à mener pour une action climatique au profit des citoyens

#### Protection et restauration des écosystèmes côtiers

Les écosystèmes côtiers, tels que les mangroves, les récifs coralliens et les zones humides, sont d'une importance capitale pour la protection des côtes contre les tempêtes et les inondations, ainsi que pour la préservation de la biodiversité marine. Par exemple, les mangroves agissent comme une barrière naturelle en réduisant la force des vagues et en stabilisant les sols côtiers. Elles offrent également un habitat crucial pour de nombreuses espèces marines, comme les poissons et les oiseaux migrateurs. De même, les récifs coralliens jouent un rôle essentiel en protégeant les côtes contre l'érosion et en abritant une biodiversité marine exceptionnelle. Les zones humides, quant à elles, régulent les flux d'eau, filtrent les polluants et constituent des habitats pour de nombreuses espèces aquatiques. Ainsi, il est essentiel de mettre en place des mesures de conservation, de restauration et de gestion durable de ces écosystèmes afin de préserver leur intégrité et leur fonctionnalité.

#### Pratiques agricoles durables et gestion des ressources en eau

L'adoption de pratiques agricoles durables est essentielle pour renforcer la résilience des écosystèmes et du secteur agricole face aux impacts du changement climatique. Par exemple, la promotion de techniques telles que l'agriculture de conservation, qui vise à minimiser le labour du sol et à maximiser la couverture végétale, permet de préserver la fertilité des sols, de réduire l'érosion et d'améliorer la rétention d'eau. De plus, l'agriculture biologique, qui limite l'utilisation de pesticides et favorise la santé des sols et des écosystèmes, contribue à la résilience du secteur agricole. Parallèlement, une gestion efficace des ressources en eau est primordiale pour assurer la disponibilité de l'eau pour l'irrigation agricole tout en préservant les écosystèmes aquatiques. Des mesures telles que la collecte des eaux pluviales, l'utilisation de systèmes d'irrigation plus efficaces et la promotion de la réutilisation des eaux usées traitées sont nécessaires pour garantir une utilisation durable des ressources en eau.

#### Promotion de l'agroforesterie

L'agroforesterie consiste à intégrer des arbres dans les systèmes agricoles, offrant de nombreux avantages pour renforcer la résilience des écosystèmes. Par exemple, en plantant des arbres dans les champs, on peut améliorer la fertilité du sol grâce à l'ombre fournie, améliorant ainsi l'efficacité de la séquestration du carbone, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique. L'agroforesterie offre également des opportunités de diversification des revenus en leur permettant de cultiver des cultures intercalaires ou de récolter des produits forestiers non ligneux tels que le miel ou le bois. Ainsi, la promotion de l'agroforesterie est un moyen efficace de renforcer la résilience des systèmes agricoles tout en préservant la biodiversité et en contribuant à la sécurité alimentaire.

#### Promotion et renforcement de la pêche

La pêche au Sénégal est confrontée à des défis complexes tels que le surpêche, la pollution et le changement climatique. La promotion et le renforcement de la pêche durable sont essentiels pour permettre de préserver cette précieuse ressource pour les générations futures. Cela implique la mise en place de stratégies, programmes et projets ciblant l'industrie de la pêche, la formation des pêcheurs et la gestion durable des stocks de poissons.



### 3-2-1 Renforcement des capacités d'adaptation des communautés

#### Sensibilisation et éducation sur les pratiques agricoles résilientes

Pour promouvoir l'adoption de pratiques agricoles résilientes, il est essentiel de sensibiliser les agriculteurs aux techniques agricoles durables et aux avantages de la diversification des cultures. Par exemple, des programmes de sensibilisation et d'éducation peuvent fournir aux agriculteurs des informations sur les pratiques agricoles durables, la gestion de l'eau et l'utilisation rationnelle des ressources. Des formations et des conseils peuvent également être proposés pour partager les connaissances et les meilleures pratiques, permettant ainsi aux agriculteurs de s'adapter au changement climatique.

#### Gestion des risques de catastrophes et services climatiques

La gestion des risques de catastrophes liés au climat est une priorité pour renforcer la résilience des communautés. Par exemple, des systèmes d'alerte précoce peuvent être mis en place pour avertir les populations en cas de dangers imminents tels que les tempêtes et les inondations. Des plans d'évacuation peuvent être élaborés pour assurer la sécurité des personnes en cas de besoin. De plus, l'amélioration des infrastructures résistantes aux catastrophes et la promotion de la préparation aux situations d'urgence sont nécessaires pour réduire les impacts des événements climatiques extrêmes. Parallèlement, l'accès à des services climatiques fiables et à jour, tels que les prévisions météorologiques et les informations sur le changement climatique, est essentiel pour permettre aux communautés de prendre des décisions éclairées et de s'adapter aux conditions climatiques changeantes.

#### Diversification des moyens de subsistance

Afin de répondre aux enjeux induits par le changement climatique, il devient crucial d'encourager la variété des sources de subsistance au sein des communautés. À titre illustratif, l'émergence de perspectives économiques nouvelles au sein de secteurs résilients comme le tourisme durable, les énergies renouvelables, l'écotourisme ou la production d'aliments biologiques offre des solutions de remplacement aux activités exposées aux incertitudes climatiques. La diversification des moyens de subsistance contribue à réduire la dépendance à l'égard de certaines activités sensibles aux impacts du changement climatique et à renforcer la résilience économique des communautés.

### 3-3 Proposition de mesures pertinentes pour

#### 3-3-1 Renforcement des capacités d'adaptation

Pour garantir une action climatique inclusive et représenter les préoccupations et les besoins des citoyens dans la planification nationale, cela est réalisable par l'organisation de consultations communautaires et de dialogues multi-acteurs. Les citoyens peuvent partager leurs préoccupations, leurs idées et leurs aspirations en ce qui concerne l'adaptation. Leurs contributions doivent être prises en compte dans la planification nationale. Des consultations régionales pourraient être organisées où les communautés locales, les jeunes et d'autres parties prenantes peuvent partager leurs connaissances sur les impacts du changement climatique et proposer des solutions. Des mécanismes de collecte de feedback et de participation peuvent également être mis en place pour permettre aux citoyens de contribuer au processus de révision des CDN.

#### Objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES

Le Sénégal devrait fixer des objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES, révisés. Ces objectifs doivent être en ligne avec les engagements internationaux pour limiter le réchauffement global à 1,5°C par rapport aux niveaux pré-industriels. Le pays gagnerait à s'inscrire dans une dynamique de réduction des inventaires de GES, plus fiable et plus efficace. Il doit également mettre en place des politiques et des mesures pour promouvoir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la mobilité durable et la préservation durable des terres et d'autres solutions d'atténuation.

Des mécanismes de suivi et de rapportage robustes doivent être mis en place pour assurer le suivi des objectifs adoptés. En guise d'exemple, le Sénégal devrait augmenter les énergies renouvelables dans son mix énergétique jusqu'à 30% d'ici 2030 et promouvoir le développement de parcs éoliens et solaires. De plus, le Sénégal devrait améliorer l'efficacité énergétique dans les secteurs résidentiel, commercial et industriel en adoptant des technologies plus propres et en instaurant des incitations pour promouvoir les infrastructures durables, serait tout à fait réalisable.

### 3-4 Propositions de mesures de coopération institutionnelle et citoyenne pour une action climatique durable

#### 3-4-1 Accès aux financements climatiques et aux technologies propres

Pour accéder au financement dédié au climat ainsi qu'aux technologies propres, le Sénégal doit renforcer sa collaboration avec les sphères internationale et régionale. Dans cette perspective, le pays dispose de la possibilité d'explorer les diverses opportunités de financement qui s'offrent, à l'exemple du fonds vert pour le climat, des fonds d'adaptation et des mécanismes de financement bilatéraux et multilatéraux, en plus des initiatives à échelle régionale. La mobilisation de ressources financières adéquates s'avère être une étape essentielle pour soutenir la réalisation de projets d'adaptation et d'atténuation, ciblant des domaines tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable, la gestion des ressources en eau et la mise en place d'infrastructures résilientes.

Dans cette dynamique, le Sénégal est en mesure d'établir des partenariats fructueux avec des institutions financières internationales et des donateurs afin de mettre en œuvre des systèmes d'irrigation durables pour l'agriculture ou des réseaux de transport public à faibles émissions. Toutefois, même en prenant en compte la présence du fonds vert pour le climat au Sénégal et le financement d'environ 13 projets pour un montant total de 174,4 millions de dollars, il demeure impératif d'explorer des mécanismes novateurs et sous-utilisés en Afrique. Cette démarche vise à compléter les engagements pris par les pays développés et les fonds internationaux pour répondre aux enjeux des pertes et dommages liés au climat.

#### Partage d'expertise et de bonnes pratiques avec les partenaires

Le Sénégal est en mesure de renforcer ses capacités en matière de lutte contre le changement climatique en partageant son expertise et en s'inspirant des bonnes pratiques de ses partenaires régionaux et internationaux. Cela passe par le biais de partenariats stratégiques, de programmes d'échange de connaissances et de bonnes pratiques, et de collaborations scientifiques.

Le pays peut bénéficier des expériences réussies d'autres pays et régions dans des domaines tels que l'adaptation au changement climatique, la gestion des risques de catastrophe, l'intégration des enjeux climatiques dans la planification territoriale et la promotion de modèles de développement durable. Dans cette optique, le pays peut collaborer avec des organisations régionales telles que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des institutions internationales telles que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour échanger des connaissances et des meilleures pratiques en matière d'agriculture climato-intelligente et de gestion durable des terres.

#### 3-4-2 Renforcement des capacités nationales

##### Renforcement de la recherche scientifique et de la

Le Sénégal devrait intensifier ses interactions et élargir ses partenariats régionaux qu'internationaux dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. Il doit d'accorder une attention particulière au renforcement de la capacité nationale en matière de connaissances scientifiques orientées vers des domaines tels que la gestion des risques de résilience. Le pays doit s'engager activement dans des partenariats de recherche et des universités pour rehausser ses capacités de recherche et de suivi de l'adaptation au changement climatique.

Ces alliances stratégiques peuvent apporter une contribution précieuse à la recherche scientifique, à l'évaluation des risques climatiques et à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation efficaces. En parallèle, il est crucial de renforcer les capacités nationales impliquant diverses entités, telles que les organismes de recherche, les universités, les universités, les universités. Soutenir activement les initiatives de recherche et de suivi de l'adaptation de travail pertinents s'avère également essentiel.



### Collecte de données et évaluation des impacts du changement climatique

Une collecte de données régulière et systématique sur les impacts du changement climatique est essentielle pour orienter les politiques et les actions d'adaptation. A cette fin, le Sénégal devrait mettre en place des systèmes de surveillance et de suivi climatique, en renforçant les réseaux de stations météorologiques, en améliorant la collecte de données sur les variables climatiques clés, et en réalisant des évaluations régulières des impacts du changement climatique sur les écosystèmes, les secteurs clés et les communautés. Ces évaluations aideront à mieux cibler les mesures d'adaptation, à évaluer leur efficacité et à informer la prise de décision. De façon concrète, le pays peut mettre en place des programmes de collecte de données sur les précipitations, les températures, les niveaux d'eau des rivières, et d'autres variables climatiques dans différentes régions du pays. Ces données peuvent être utilisées pour évaluer le changement climatique en cours, anticiper les sécheresses et les inondations, et informer les politiques et les plans d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de la gestion des ressources en eau et de la planification urbaine.

Ces recommandations visent à guider les décideurs politiques, les acteurs de la société civile et les partenaires internationaux dans la mise en œuvre d'une action climatique efficace et durable au Sénégal.

En intégrant les préoccupations citoyennes, en renforçant la coopération internationale et régionale, et en renforçant les capacités nationales, le Sénégal pourra faire face aux défis du changement climatique tout en favorisant un développement économique inclusif et durable. L'action climatique au Sénégal ne doit pas être perçue comme une contrainte, mais plutôt une opportunité de transformer nos sociétés vers un avenir plus résilient, bas carbone et prospère. En travaillant ensemble, les différentes parties prenantes peuvent construire un avenir meilleur pour le Sénégal et les générations futures.

### 3-4-3 Genre dans les actions climatiques

C'est une urgente nécessité pour le gouvernement et les institutions de prendre en compte la question du genre dans les politiques des questions climatiques. Le genre a relativement bien évolué au Sénégal malgré la persistance de contraintes liées à la promotion des femmes en termes de satisfaction des droits, des devoirs et d'autonomisation sociale et économique de ces dernières.

Ainsi il est important de :

- Encourager les initiatives d'entrepreneuriat en tenant compte du genre  
Mettre en place les politiques et programmes appréhendant les inégalités de genre et limitant les écarts.
- Consacrer des ressources financières et accorder une attention particulière aux questions de la résilience climatique en faveur du genre
- Mettre en place des programmes d'assistance sociale aux femmes marginalisées à cause des impacts du changement climatique.

## CONCLUSION

Le Sénégal fait face à des défis majeurs liés au changement climatique, qui menacent son économie et sa sécurité humaine. Cependant, ce pays a le potentiel de mener à bien l'œuvre des actions climatiques ambitieuses et de contribuer à la lutte mondiale contre le changement climatique. Ce plaidoyer met en évidence les actions prioritaires pour agir sur la perception du changement climatique au Sénégal, renforcer la résilience et les besoins identifiés par les citoyens. Il met également en lumière les actions qui sont essentielles pour relever ces défis de manière efficace.

En renforçant la résilience des écosystèmes et des communautés, en soutenant l'agriculture et la gestion des ressources en eau, le Sénégal peut prévenir les impacts du changement climatique et assurer la sécurité alimentaire et de sa sécurité humaine. De plus, en renforçant les capacités nationales, la sensibilisation, l'éducation, la gestion des risques et la promotion de la subsistance, le Sénégal pourra améliorer la résilience de sa population au changement climatique. L'intégration des besoins et des voix des citoyens est également cruciale. Les mécanismes de participation des citoyens dans les décisions politiques et le dialogue sont essentiels pour une action inclusive, démocratique et répondant aux aspirations de la population.

Enfin, les recommandations formulées dans ce plaidoyer soulignent l'importance de la coopération internationale et régionale, ainsi que des actions propres, ainsi que les capacités nationales à travers la coopération internationale sur les impacts du changement climatique. En adoptant des politiques de renforcer son engagement climatique, atténuer les impacts du changement climatique et sa population et ouvrir la voie à un avenir durable et résilient. L'action climatique ne réussit que par la mobilisation de tous les acteurs, la collaboration nationale et internationale, et en mettant en œuvre des actions ambitieuses.

Il est urgent et impératif que le Sénégal agisse rapidement pour atténuer les impacts du changement climatique. En investissant dans l'action climatique, le pays peut assurer la préservation de son patrimoine naturel et de sa population, ainsi que saisir les opportunités économiques et la promotion de l'innovation pour d'autres pays de la sous-région.

## RÉFÉRENCES

- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) (2022). Projections de la population sénégalaise. Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE)
- Ali, A., & Lebel, T. (2009). The Sahelian standardized rainfall index revisited. *International Journal of Climatology: A Journal of the Royal Meteorological Society*, 29(12), 1705–1714
- Banque Mondiale (2022). Sécurité hydrique au Sénégal : défis et recommandations [banquemondiale.org](https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2022/06/01/senegal-water-security)
- Centre de recherche océanographique de Dakar (CRODT) (2015). Statistique de la pêche maritime sénégalaise en 2015, pêche artisanale, pêche thonière et pêche chalutière, CRODT/ISRA, Archive scientifique n°226
- Climate Analytics. (2021). What is Senegal's pathway to limit global warming to 1.5°C? Retrieved July 12, 2022, from [http://1.5°C national pathway explorer – Senegal.climateanalytics.org](https://www.climateanalytics.org/1.5C-national-pathway-explorer)
- Contribution Déterminée au niveau National du Sénégal (CDN, 2020). <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDNSenegal%20approuv%C3%A9e-pdf-.pdf>
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC, 2015). [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/parisagreement\\_publication.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/parisagreement_publication.pdf)
- Deme, E. et Ndiaye, N. (2022). La migration irrégulière des jeunes pêcheurs vers les côtes espagnoles : l'expression d'un secteur de la pêche artisanale sénégalaise en difficulté ? *Sciences & Actions Sociales*, 17, 256-271. <https://doi.org/10.3917/sas.017.0256>
- Diankha, O., Ba, A., Brehmer, P., Brochier, T., Sow, B. A., Thiaw, M., ... & Demarcq, H. (2018). Contrasted optimal environmental windows for both sardinella species in Senegalese waters. *Fisheries Oceanography*, 27(4), 351-365
- Diasso, U., and Abiodun, B. J. (2017). Drought modes in West Africa and how well CORDEX RCMs simulate them. *Theoretical and Applied Climatology*, 128(1–2), 223–240
- Dieye, P. M. (2021). Etude de faisabilité pour la mise en place d'une unité de compostage à ENSA. Retrieved from <https://cdn.sei.org/wpcontent/uploads/2021/03/etude-de-faisabilite-pour-la-mise-en-place-dune-unite-de-compostage-a-ensa-1-compressed.pdf>
- Diouf, A.B.K., Ayssiwede, S.B., Diawara, A., and Musabyemaria, B. (2022). Evaluation of the microbiological quality of artisanally processed fish in the commune of Joal-Fadiouth, Department of Mbour (Senegal). <https://aquadocs.org/handle/1834/42037>.
- Fall, M., Diop, M., Kantoussan, J., Montet, D., Maiga, A., and Guiro, E. (2018). Production halieutique au Sénégal : contribution de la transformation à l'économie maritime et nouvelles stratégies pour améliorer la fermentation traditionnelle du Poisson. *International Journal of Advanced Research*, vol. 6, no. 5, pp. 1371–1383
- Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC, AR6 WGI 2021). Climate change information for regional impact and for risk assessment 6eme Rapport (AR6 WGI) chapitre 12, 351–64
- Kasei, R., Diekkrüger, B., & Leemhuis, C. (2010). Drought frequency in the Volta Basin of West Africa. *Sustainability Science*, 1(5), 89–97. <https://doi.org/10.1007/s11625-009-0101-5>
- Mbaye, A. A., Lefèvre, F. G., Sarr, A., Sambou, C., Gueye, A., Gueye, F., ... & Dieng, M. (2022). A Situational Analysis of Small-Scale Fisheries in Senegal from Vulnerability to Viability. Challenges and Opportunities for Fisheries Governance. V2V Working Paper 2022-2. V2V Global Partnership, University of Waterloo, Canada.

- Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
- Ministère de l'Environnement, du Développement durable
- Pour un processus de Plan National d'Adaptation qui réponde
- Sénégal. [napgn-fr-2024-plan-national-adaptation-genre-se](https://www.napgn-fr-2024-plan-national-adaptation-genre-se)
- Ndour, C. T. (2020). Coût économique de la pollution de l'air
- de Kuznets au Sénégal
- Noblet, M., Seck, A., Tovivo, K., D'haeseleer, S. (2018). Évaluation
- base scientifique dans les politiques et stratégies au Sénégal
- Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation
- subaharienne", Climate Analytics gGmbH, Berlin. [paspna.org](https://www.paspna.org)
- Plan National D'Adaptation du Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture
- (2016). [Sen186289.pdf \(fao.org\)](https://www.fao.org/fr/publications/186289)
- République du Sénégal (2020). Décret n° 2020-2214 du 11
- environnement et du Développement Durable. Retrieved July 12, 2022, from
- is-etreglements/decret-ndeg-2020-2214-du-11-novembre-2020
- Sarr, A. B. and Sultan, B. (2023). Predicting crop yields in Senegal. *Journal of Climatology* 43.4 1817-1838
- Thiongane, M. (2015). The Economic Cost of Malaria in Senegal. [https://mpira.uni-muenchen.de/89063/1/MPRA\\_paper\\_89063.pdf](https://mpira.uni-muenchen.de/89063/1/MPRA_paper_89063.pdf)
- Togbe, G. (2022). Sécou Sarr, directeur exécutif Enda énergie, estime que
- pour le Sénégal ne sera pas de trop. <https://allforsciences.com/fr/actualites/2022/06/01/senegal-cette-strategie-de-developpement-sobre-en-carbone>
- UNDP (2015). Supporting key sectors through the NAP process. <https://www.gcfprojects-undp.org/supporting-key-sectors>
- Union des Conseils Économiques et Sociaux et Institutions de la
- le Sénégal. Union des Conseils Économiques et Sociaux et Institutions
- de l'UCESA pour une Action Africaine face au Changement Climatique
- <https://ucesa.africa/wp-content/uploads/2023/06/Plaidoyer-Union-des-Conseils-Economiques-et-Sociaux-et-Institutions-de-l-UCESA-pour-une-Action-Africaine-face-au-Changement-Climatique.pdf>
- West Africa Coastal Areas (WACA) (2020). The cost of coastal erosion in
- Senegal and Togo. <https://www.wacaprogram.org/sites/waca/files/knowledge-note-2020-04-202020%20FINAL.pdf>

